

Club Défense - Newsletter du 28/01/2020

Les actus de la Défense

[Publication du Club Défense]

[Deuxième partie de l'entretien avec Nicolas Dhuicq](#), député de l'Aube et membre de la Commission de la Défense et des Forces Armées de 2007 à 2017, sur l'indépendance de l'industrie de la Défense française, réalisé par Arnault Ménatory.

[Géopolitique]

Libye, les livraisons d'armes se poursuivent malgré la réunion de Berlin tandis que l'UE s'interroge sur le contrôle de l'embargo maritime, 21 janvier 2020

La Croix, RFI

Les [livraisons d'armes aux factions rivales libyennes](#) par des Etats étrangers se poursuivent en dépit des engagements pris lors de la conférence internationale de Berlin, a dénoncé dimanche l'ONU, alors que de nouveaux combats ont éclaté en Libye malgré une trêve. Après la conférence de Berlin, les 28 ministres des Affaires étrangères de l'UE se sont rencontrés ce lundi. Mais aucun résultat tangible sur la relance de la [surveillance maritime de l'embargo en Méditerranée](#) n'a émergé.

L'Europe de la Défense en quête de financements et d'innovation

Opex360, bruxelles2.eu

Mme Parly annonce la [création d'un nouveau fonds d'investissement pour l'innovation de défense](#), deux ans après la création de Definvest, déjà doté de 50 millions en 2017. Dans un rapport publié l'été dernier, les sénateurs Cédric Perrin et Jean-Noël Guérini avaient critiqué le dispositif financier mis en place pour soutenir l'innovation de défense. Ce nouveau fond, baptisé « Definnov », vise à soutenir la croissance et le développement de startups et PME, porteuses de projets d'innovation pouvant intéresser le secteur de la Défense.

Cela intervient alors que le [Fonds européen de défense \(FEDef\) joue son avenir financier](#). Proposé par la Commission de Bruxelles afin de renforcer l'autonomie stratégique de l'Union européenne, il doit être doté de 13 milliards d'euros pour la période 2021-27. Or, il est déjà menacé. Pour le premier budget post-Brexit de l'Union européenne, les dirigeants des 27 États membres peinent à se mettre d'accord sur les priorités à financer ainsi que sur les sommes à engager.

Malgré cela, la présidente de la Commission européenne et ancienne ministre allemande de la Défense [veut affirmer le hard power de l'UE](#). Dans l'habituel débat entre les tenants du *Hard power* et ceux du *Soft power*, Ursula von Der Leyen a semble-t-il tranché. Pour avoir du Soft il faut avoir du Hard.

[France]

Le général Lecointre, chef d'état-major des armées, s'exprime devant la presse,
22 janvier 2020.

Air cosmos, Opex 360

Le général Lecointre, chef d'état-major des armées, s'est exprimé devant la presse et est revenu sur les enjeux clés de la Défense française. Parmi les thèmes mis à l'honneur, et en lien avec l'actualité militaire, figurait notamment [l'opération Barkhane](#), le [dialogue entre la France et la Russie](#) au niveau militaire ainsi que la [mort du général Soleimani](#).

[Industrie]

Naval group change de patron et séduit à l'international, 22 janvier 2020

Les Echos, La Tribune, Meta-defense

Après le départ à la retraite d'Hervé Guillou, l'Etat, premier actionnaire du groupe, a choisi [Pierre-Eric Pommellet pour diriger Naval Group](#). Celui qui est surnommé « PEP » n'est autre que l'actuel n°2 de Thales. Les syndicats voient dans cette nomination une nouvelle tentative de Thales, unique autre actionnaire de Naval Group (35%) de mettre la main sur l'industriel naval, ce que l'Etat rejette.

Dans le même temps, les Scorpènes séduisent les Philippines et l'Inde. Dans le cadre du réarmement massif de la région, [Manille tente de se doter de deux submersibles](#), avec un transfert de technologies à la clef. Du côté du ministère indien de la Défense, [Naval Group fait partie des cinq entreprises retenues pour le programme P75i](#). Ce programme prévoit la construction en Inde de 6 sous-marins. Il semblerait que Naval Group soit l'un des deux favoris pour remporter ce contrat, aux côtés du russe Rubin qui propose l'Amur-1650.

La piste américaine se confirme pour la cession d'actifs de défense sensibles, 24 janvier 2020.

Les Echos

Photonis, PME française et leader mondial des équipements de vision nocturne, est en vente. Malgré les appels des pouvoirs publics, Thales et Safran ont refusé de s'en porter acquéreurs laissant le champ libre à plusieurs industriels américains. Après la cession de Latécoère à un groupe américain, certains députés s'inquiètent alors que le Premier ministre s'en remet à l'expertise de Bercy pour le dossier « Photonis ».

Les dates à retenir

3 février 2020 - 14h00-16h00, Ecole Militaire, 1 place Joffre, 75007 Paris

SEMINAIRE | **French-Japanese views on hybrid threats.** Le séminaire, organisé par l'IRSEM se déroulera en anglais. Panel 1 : Hybrid threats : perceptions and definitions. Panel 2 : Case studies in hybrid threats. Inscriptions [ici](#).

5 février 2020 – 10h00-12h00, Ecole Militaire, 1 place Joffre, 75007 Paris

CONFÉRENCE | **Les enjeux de la vérification du désarmement nucléaire** avec Emmanuelle Maitre, chargée de recherche à la Fondation pour la Recherche Stratégique,

et Alexandre Quinet, chargé de mission non-prolifération et désarmement à la Direction générale des relations internationales et de la stratégie du ministère des Armées. Inscriptions obligatoires [ici](#).

7 février 2020 – 18h00-20h00, Grenoble Ecole de Management, 12 rue Pierre Sémard 38000 Grenoble

CONFÉRENCE | **La guerre économique : quelle stratégie pour la France au XXI^e siècle ?** avec Jacques Fontanel, professeur émérite d'économie, et Grégory Vanel, enseignant permanent à Grenoble Ecole de Management. Inscriptions [ici](#).

10 février 2020 – 10h15-12h15, Sciences Po – Site René Rémond, 13 rue de l'Université, 75007 Paris

CONFÉRENCE | **Les enjeux de la Marine au XXI^e siècle** avec l'Amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine Nationale depuis 2016. Inscription à l'adresse suivante : spds.inscriptions@gmail.com en renseignant nom, prénom et adresse mail. Attention - Toute inscription vaut engagement à venir. En cas de désistement, merci de prévenir à l'avance.

11 février 2020 – 19h15-21h15, Sciences Po, 13 rue de l'Université, 75007 Paris

TABLE RONDE | **Etat et industries de Défense** avec Jean-Charles Laronneur, François Coté, Jérôme Diacre, Jean-Luc Ferrandi, François Mattens. Inscription à l'adresse suivante : spds.inscriptions@gmail.com en renseignant nom, prénom et adresse mail. Attention - Toute inscription vaut engagement à venir. En cas de désistement, merci de prévenir à l'avance.

Le focus de la semaine

[Anniversaire] : 26 janvier 1988, lancement du programme Rafale

À la fin des années 1970, l'armée française a besoin d'un nouvel avion de combat qu'elle veut polyvalent. La France envisage un temps de le développer en collaboration avec l'Allemagne de l'Ouest, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie, mais les pays ont des besoins techniques différents, notamment concernant la compatibilité avec les porte-avions. La France se désolidarise de ses partenaires en 1985. Le premier démonstrateur Rafale vole le 4 juillet 1986 et le programme est lancé officiellement le 26 janvier 1988. Les premières études avaient été lancées par AMD-BA (aujourd'hui Dassault Aviation) en 1983, quand Marcel Dassault conseillait au Président Mitterrand de se retirer du projet Eurofighter Typhoon. Les prototypes terminent leur phase d'essai en 1994 et le Rafale rentre en phase de production industrielle. Au même moment, le Typhoon commence à peine ses essais avec trois ans de retard sur son concurrent français, alors que les deux projets ont été lancés à un mois d'écart. La première mise en service du Rafale a lieu en 2001 soit 30 ans après la première expression de besoin de l'armée et 20 ans après les premières études. Le coût total du programme s'élève à 46,4 milliards d'euros.

Un sujet vous a marqué mais n'a pas été traité ici ? Contactez-nous : juliette.nicoud@aege.fr